À propos de la notion de « possession du fisc » dans l'Antiquité tardive et le haut Moyen âge

Gérard Chouquer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10069>

DOI : 10.4000/etudesrurales.10069

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2014

Pagination : 145-160

Référence électronique

Gérard Chouquer, « À propos de la notion de « possession du fisc » dans l'Antiquité tardive et le haut Moyen âge », *Études rurales* [En ligne], 193 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10069> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.10069

À PROPOS DE LA NOTION DE « POSSESSION DU FISC » DANS L'ANTIQUITÉ TARDIVE ET LE HAUT MOYEN ÂGE

Gérard Chouquer

DANS UN OUVRAGE RÉCENT qui porte sur la gestion du système fiscal dans le royaume des Francs durant le haut Moyen Âge¹, l'historienne Élisabeth Magnou-Nortier élabore un principe qu'elle nomme « possession du fisc » et dont elle fait la clé de voûte du système fiscal ancien, depuis l'Antiquité tardive jusqu'au XI^e siècle au moins, ce qui est considérable. C'est à la discussion de ce principe que je souhaite consacrer cet à propos.

Un ouvrage sur la continuité fiscale

Cette somme sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge comporte pas loin de 1 000 pages. À l'instar de ce qu'avait fait Jean Durliat dans son livre sur *Les finances publiques, de Dioclétien aux Carolingiens* [1990], Élisabeth Magnou-Nortier structure son raisonnement en trois parties : la première, consacrée à l'Antiquité tardive ; la deuxième, au royaume franc, de Clovis à Pépin III ; la troisième, aux temps carolingiens et post-carolingiens, de Charlemagne au XI^e siècle. La partie sur l'Antiquité tardive n'est pas qu'une introduction à ce qui suit. Comprenant près de

220 pages, c'est une synthèse à elle seule, l'une des plus détaillées depuis l'étude d'André Déleage sur la capitation du Bas-Empire [1945].

Cette première partie pose un principe que l'historienne appelle la « possession du fisc ». Estimant que le cadastre (*sic*) des terres est préromain et que Rome a installé une dualité entre « terres publiques soumises au vectigal » et « terres ordinaires soumises au cens », l'auteure développe une thèse qui sera le fil conducteur de son ouvrage : la fiscalité est responsable d'une hiérarchie de possessions selon laquelle le *dominus* est servant par rapport à l'autorité souveraine et dominant par rapport aux colons. De ce fait, on peut être *dominus* de sa propre terre et possesseur vis-à-vis du fisc. Ainsi, la propriété est déterminée par le fisc : l'étagement de la gestion fiscale explique la nature de l'appropriation et ses niveaux. Il s'ensuit que la *possessio* n'est ni le bien lui-même ni un ressort fiscal, mais, en quelque sorte, le droit du fisc sur le bien, le principe fiscal attaché au bien, exprimé par sa valeur fiscale (p. 402).

En fait, deux systèmes pyramidaux coexistent, qu'Élisabeth Magnou-Nortier représente sous une forme schématisée (p. 156). L'un est celui de la possession ordinaire, géré par les curiales, c'est-à-dire les magistrats des cités. L'autre est celui de la possession du fisc, c'est-à-dire des terres impériales et des terres des temples, héritières des terres publiques du

1. Élisabeth Magnou-Nortier, *Aux origines de la fiscalité moderne. Le système fiscal et sa gestion dans le royaume des Francs*. Genève, Éditions Droz, 2012, 968 p.

Haut-Empire, caractérisé par un emboîtement de possessions et de prélèvements successifs, les agents locaux étant les fermiers du fisc.

Mais la réforme fiscale de Dioclétien provoque un tournant en créant un système comptable. Dès lors, un *possessor* est un contribuable, et une *possessio* une valeur fiscale, le montant de son impôt étant exprimé sur la base des nouvelles unités de compte. Bien entendu, des différences considérables existent entre le simple possesseur, *rusticus* ou colon, et le possesseur privilégié par un don impérial et disposant d'une large immunité. Cependant, du point de vue du fisc, il n'y aurait que des personnes publiques, le contribuable étant lui-même un percepteur-débiteur vis-à-vis du fisc.

Dans les deuxième et troisième parties, l'auteure s'efforce de montrer que, sous des habits neufs, ce sont des pratiques administratives inchangées que l'on retrouve, malgré une documentation rare et difficilement accessible. Les *agri* altomédiévaux sont des espaces agraires soigneusement délimités, comme l'étaient les possessions tardo-antiques. Les propriétés sont désormais estimées en onces quand elles l'étaient jadis en *iuga*, *capita* ou *iugocapita*. Les *agri* sont associés en *possessions*, et chaque *consors* doit s'acquitter du cens en proportion de sa part ou portion de la possession.

Des développements spécifiques sont consacrés aux *descriptiones*, ou inventaires de biens, aux différents impôts, aux charges de travail, aux conflits avec l'Église à propos des *villae*, à la gestion des curiales, ou *boni homines*.

Élisabeth Magnou-Nortier considère que la bipartition des domaines (réserve et tenures)

n'existe que sur les terres du fisc et des églises car on en a besoin pour rétribuer le service de gestion alors qu'on n'en a nul besoin sur les terres ordinaires (p. 429). Les terres fiscales et ecclésiastiques (ces dernières étant assimilées aux premières) peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'un privilège d'immunité, à commencer par l'indépendance de gestion : l'autopraxie.

La question du rapport entre le fiscal et le militaire est abordée pour chaque période tant du point de vue du recrutement que du point de vue de l'entretien. On sait que le lien est étroit puisque la structure fiscale sert de base à la fourniture des services pour l'armée.

Dans la troisième partie, qui n'apporte pas de modification par rapport au schéma d'ensemble, l'accent est mis sur les polyptyques et sur les vertus de la comptabilité par manse. Y est rapporté le commentaire du chapitre 30 de l'édit de Pîtres, si intéressant pour ce qui concerne le fonctionnement cadastral et la définition de la *villa* carolingienne. La gestion des impôts exceptionnels, comme les tributs à payer aux Normands sous le règne de Charles-le-Chauve, occupe également une place non négligeable. Enfin sont discutées, pour les X^e et XI^e siècles, les questions de l'alleu et du fief.

On a compris que la continuité était la règle de ce quasi-millénaire puisque la substance des alleux et des fiefs était la même que celle des possessions de jadis. Les brefs qui les décrivent gardent la même structure que les documents antérieurs, ce qui signale cette permanence.

Ce rapide aperçu ne serait pas satisfaisant si l'on omettait de dire que cet ouvrage comporte en fait deux discours articulés : l'un

sur le pouvoir et les institutions ; l'autre sur la fiscalité. Des chapitres entiers délaissent momentanément les impôts pour traiter d'autre chose. La raison en est qu'Élisabeth Magnou-Nortier entend installer la puissance publique au centre de tout car c'est ce qui expliquerait le maintien d'une fiscalité publique au haut Moyen Âge. Il s'agit donc très largement d'un ouvrage sur l'État et le pouvoir ainsi que sur la fiscalité publique comme agent décisif de cette construction, notamment des droits de propriété. Et c'est avec la vision habituelle qui est, au contraire, celle d'une perte du niveau de l'État au haut Moyen Âge que ce livre tranche.

Soulignons, enfin, le grand nombre d'extraits commentés et, très souvent, traduits, qui constitue une documentation importante. Les annexes substantielles à la fin de certains chapitres sont autant de documents majeurs.

Discussion

Je focaliserai mon commentaire sur la thèse fiscale du livre, présentée comme centrale par le titre même, et qui est de mon ressort. Je le ferai à partir de plusieurs observations générales.

Élisabeth Magnou-Nortier a complètement raison, me semble-t-il, de tenter une relecture globale de la question de la fiscalité et de l'appropriation, pour le quasi-millénaire qu'elle envisage dans son livre (III^e-XI^e siècle). Depuis longtemps déjà, le courant fiscaliste est utile sur ce point en ce qu'il montre tout l'intérêt qu'il y a à étudier cette longue durée. Le cadre et l'objectif de ce travail ne me gênent donc pas a priori.

Mais, comme tout, selon l'auteure, est censé se mettre en place durant l'Antiquité tardive, et même un peu avant pour continuer sous d'autres vocables, la critique devra porter sur la compréhension que l'historienne a de la situation antique. Ce qui me conduira à interroger le principe de « *possessio* du fisc » qu'elle établit dès Auguste, via Cassiodore, et sur lequel repose tout son livre. Je reviendrai ainsi sur les arguments utilisés pour fonder cette lecture de l'appropriation foncière à travers le prisme fiscal. Je ferai également valoir qu'on ne peut travailler aisément si l'on conserve les catégories organisatrices modernes telles que la filiation depuis l'origine (le titre de l'ouvrage, à mon avis, ne convient pas car notre système fiscal n'est pas directement issu du système antique et altomédiéval) ou si, a fortiori, l'on conserve la distinction entre le domaine public et le domaine privé dans le sens moderne que cette opposition a pris.

Un ouvrage sur la fiscalité ne peut ignorer la technique puisque le propre de la réforme de Dioclétien est, précisément, un nouveau mode de recensement cadastral et un changement d'assiette fiscale. Or, l'auteure ignore complètement une partie majeure de la documentation tardo-antique et altomédiévale qui en parle. Je commencerai par ce dernier point.

L'ABSENCE NOTABLE

DE LA DOCUMENTATION CADASTRALE

Pour fonder sa vision des choses Élisabeth Magnou-Nortier utilise les textes littéraires et la documentation juridique, ce qui est essentiel mais très incomplet. En effet, comme tous les autres auteurs qui ont écrit avant elle (y compris Jean Durliat [1990] ou Jean-Michel

Carrié [1994] qu'elle sollicite beaucoup), elle ne connaît pas le contenu des sections tardives du corpus gromatique et ne réalise donc pas que ces documents d'arpentage sont la principale source de l'étude du cadastre dans l'Antiquité tardive. Dès lors, de nombreux aspects techniques lui échappent, qui auraient dû occuper une grande place dans sa réflexion. Il manque, d'ailleurs, des renvois à des travaux fondamentaux, soit anciens comme ceux d'André Déléage sur la capitation et le cadastre [1945] soit récents comme ceux de Stefano Del Lungo sur le traitement alto-médiéval de la documentation gromatique tardo-antique [2004].

Je pense que si Élisabeth Magnou-Nortier avait pris le temps de lire les textes gromatiques et si elle avait étudié le cadastre à travers les techniques d'arpentage et de bornage antiques et alto-médiévales elle aurait été contrainte d'aborder la question du *fundus* de façon moins superficielle qu'elle ne le fait. Or, dans un livre sur la fiscalité, et tout particulièrement sur le legs antique, le terme « *fundus* » n'apparaît même pas dans l'index, si précieux par ailleurs.

Pourquoi tenter, alors, une incursion dans l'Antiquité classique qu'elle ne connaît manifestement pas bien ? L'auteure semble vouloir suggérer, sur la base de la formulation de Cassiodore – sur laquelle je reviendrai plus tard –, que, dès Auguste, on aurait tout généralisé : le droit et l'impôt, l'ager *divisus* et le territoire recensé, la possession et la fiscalité à travers le *tributum*, la répartition et la quotité. Cette pensée moderne d'un espace fiscal quasiment isotrope l'amène à commettre des erreurs des plus surprenantes.

Les arguments qu'elle avance sont, en effet, irrecevables.

Les travaux de Pierre Geslin sur la Brie cadastrée à l'époque gauloise sont, hélas pour elle, une lubie de mauvais amateur, et on s'étonne que l'historienne n'ait pas flairé la supercherie (« Donc la mise en cadastre, le cadastrage, est antérieure à l'occupation romaine », écrit-elle plus qu'imprudemment page 20). Elle confond, en outre, deux aspects : la parcellisation agraire et le recensement cadastral. Elle ignore la documentation cadastrale (les 200 pages du corpus gromatique consacrées à l'époque tardo-antique et alto-médiévale) tout en accordant du crédit à des inepties.

Il est malhabile de dire que les Romains se sont contentés de reprendre les travaux cadastraux des Gaulois « car ils n'auraient pu recadrer la Gaule entière » (p. 21). Où voit-on que la Gaule a disposé d'un cadastre archivé ? Que veut-elle dire par « cadastrer » : inventorier ou diviser ? Il vaudrait mieux écrire que le parcellaire agraire étant probablement en place à l'époque laténienne – mais on en ignore l'ampleur –, le pouvoir romain n'en a changé qu'une petite partie là où il est intervenu pour créer ses *agri divisi et adsignati*. Pour tout le reste, il a, en situation d'informalité, recouru au cens et à ses procédés de localisation par les voisins au sein de territoires et de circonscriptions (*fundus*, *pagus*, *mons*).

LA THÈSE CENTRALE DU LIVRE

Passons à la thèse centrale du livre. Elle est double.

1) Le pouvoir romain aurait installé un principe de *possessio* du sol selon lequel

chaque individu, même s'il est propriétaire, « reçoit » la possession fiscale de son bien. Ce qu'il faut comprendre ainsi : chacun se trouve en situation de possession par rapport au fisc. Un *dominus* qui aurait le *dominium* sur son bien n'en aurait cependant que la *possessio* en termes de fiscalité parce l'établissement du cadastre sous Auguste aurait généralisé le cens et parce qu'« un contribuable propriétaire reçoit du recenseur la somme qu'il doit acquitter au fisc pour sa propriété, c'est-à-dire "sa possession", distincte de la propriété elle-même » (p. 53). Il y aurait donc un droit dominant, éminent ou supérieur, de nature fiscale, qui viendrait coiffer le droit servant : celui du propriétaire lui-même. Ainsi chaque bien-fonds serait à lire à deux niveaux : celui du fisc, qui en a la *possessio*, et celui de la personne elle-même, qui en a la propriété.

L'idée d'interroger la nature du *dominium* et de la *possessio* est intéressante. Élisabeth Magnou-Nortier a l'intuition que les présentations savantes des historiens et des juristes peuvent encore être discutées et approfondies. Dont acte.

D'un certain point de vue, sa vision de la possession et de la « propriété » semble être confortée par des textes, dont le plus explicite est sans doute le Code théodosien (*CTh* III, 1, 2, datant de 337) : quiconque achète un bien doit savoir qu'il achète en même temps le cens parce qu'on ne peut pas acheter ou vendre la chose sans le cens qui va avec (*neque liceat alicui rem sine censu vel conparare vel vendere*). Il y a donc bien une dissociation intellectuelle entre la chose et l'impôt sur la chose, comme il y aurait une dissociation entre la chose et la possession de la chose. À

cet égard, l'auteure rappelle d'autres textes qui vont dans ce sens : *CTh* XI, 5, 3, concernant la fraude sur la déclaration (*professio censualis*) ; XI, 1, 17, concernant l'obligation d'assumer les charges fiscales en cas d'héritage ; XI, 3, 5, concernant l'obligation, pour l'acheteur, de faire changer le nom du titulaire du bien sur les registres fiscaux (*paginae censualibus*) afin que la capitation soit toujours versée ; enfin, le texte du papyrus de Doura Europos de 227, vente qui rappelle que l'acheteur est tenu à l'impôt vis-à-vis du fisc impérial et que les charges sont dues par vilage [cité par Charles-Picard et Rougé 1969 : 155-156].

Pourtant, cette vision n'est pas convaincante, principalement parce que l'auteure n'explore pas les contours de la domanialité dont elle parle. Elle n'en montre pas le caractère adscriptif, qui est fondamental (« *adscriptio* » manque dans son index). Elle n'en voit pas la base géographique car elle méconnaît tous les procédés de *finitio* ainsi que les ressorts, circonscriptions et territoires correspondants (« *finitio* » et « bornage » sont également absents de l'index).

2) Et comme la situation altomédiévale est marquée par une opposition entre les terres fiscales et les autres (privées), l'auteure s'efforce de rechercher une origine antique à cette distinction, ce qui la conduit à un contre-sens historique gênant. Elle veut retrouver le moment où s'installe la différence entre le domaine public et le domaine privé. Mais parce qu'elle simplifie les dires des antiquisants elle fait de cette opposition binaire une évidence. Dès lors, elle fait en sorte que tout soit rapporté à cette distinction : les statuts

juridiques, les formes des parcellaires, les modes de gestion, etc. C'est encore cette distinction qui lui fait écrire que le domaine biparti – dont on connaît la fortune à l'époque carolingienne – est spécifique des terres impériales ou publiques romaines. D'ailleurs, selon elle, le domaine biparti serait attesté en Afrique proconsulaire avec le dossier des « grandes inscriptions ». L'idée se trouvait déjà chez Fustel de Coulanges [1922] puis, au siècle suivant, chez Charles-Edmond Perrin [1966]. Mais Elisabeth Magnou-Nortier ajoute son propre commentaire : Rome n'aurait même fait que « maintenir cette bipartition et l'inscrire en quelque sorte sur le sol et dans la structure villageoise existante » ; et, parce que les villages s'étaient structurés bien avant que les *villae* ne les englobent, le lien peut être fait avec la nuit des temps, c'est-à-dire la période de néolithisation (le mot figure page 103).

Aussi les historiens antiquisants sont-ils lus de façon à conforter cette dualité. Et malgré tout ce que j'ai écrit sur la conception romaine du sol et les principes d'inégalité et d'hétérogénéité territoriales que Rome y inscrit, sur les ruptures que la conquête introduit en matière de classification et de répartition des terres, l'auteure croit pouvoir retenir de mes travaux l'idée qu'il faut opposer les terres publiques à *vectigal* aux terres privées tributaires (elle me l'attribue à plusieurs reprises, page 19 en fin de note 6, page 104 et page 222). Je suis au regret de dire qu'elle ne m'a pas compris et que, en outre, son expression est d'une grande naïveté car on ne m'a pas attendu pour s'intéresser à la différence entre la fiscalité tributaire et la fiscalité vectigaliennne. L'une n'est pas le contraire de l'autre.

Je n'ai cessé, dans *La Terre dans le monde romain* [Chouquer 2010], de montrer combien les catégories étaient tuilées : j'ai longuement parlé de la terre *publicus privatusque* (p. 144 sq.) ; l'*ager publicus* pouvait, selon ce qu'on décidait d'en faire, devenir une terre publique assignée *ex tributario solo*, donc non tributaire, ou, au contraire, une terre publique occupée par un Romain devant s'acquitter du *tributum*² autant que du *vectigal* ; on connaît aussi le *locus privatus vectigalisque* mentionné dans la loi de 111 avant J.-C., qui indique qu'on ne peut pas faire d'assimilation systématique et exclusive entre « public » et « vectigalien » puisqu'un lieu public et vectigalien peut devenir privé !

Essayer de comprendre les statuts fonciers antiques à partir de la conception moderne de la différence entre « public » et « privé » et étendre de façon morphofonctionnelle cette distinction à la fiscalité, c'est s'exposer à de grandes difficultés. Le seul moyen de saisir la réalité foncière romaine, c'est de considérer que les catégories juridiques reflètent l'organisation du droit et de l'espace des seuls points de vue du citoyen romain et du citoyen conquérant, c'est-à-dire d'une manière communautaire et exclusive. C'est ainsi restituer toute sa spécificité au droit territorial d'origine coloniale. C'est voir combien ce droit a

2. La terre publique occupatoire qu'occupe spontanément le citoyen romain, du fait du droit *arcifinalis* ou *occupatorius*, ne lui est pas concédée, comme l'est la terre assignée à un colon : elle n'est donc pas « retirée du sol tributaire » alors que la terre assignée est dite *ex tributario solo*. Une terre publique peut donc être tributaire et vectigaliennne.

lui-même été masqué dans les compilations juridiques tardives de l'époque de Justinien au profit d'un droit civil plus lisse, d'une citoyenneté plus diffuse, d'une résorption des catégories territoriales gromatiques dans des espaces plus unifiés qu'à l'époque de la République romaine. Dans le cadre de la conquête et de la colonisation, « *res publica* » ne signifie pas la chose commune mais la chose (le territoire, par exemple) propre aux seuls citoyens formant une communauté ou collectivité et dont tous les autres sont exclus. « Public » a, dans l'Antiquité romaine et en matière de droit foncier colonial, un sens restrictif, exclusif. Par conséquent, quand Élisabeth Magnou-Nortier plaide pour la pérennité du niveau public, de l'Antiquité au haut Moyen Âge, à quelle notion de « public » se réfère-t-elle ? À celle que je viens d'évoquer ? Non, puisqu'elle ne la connaît pas.

L'historienne n'a pas souhaité entrer dans la complexité de la situation antique, comme on peut l'observer à plusieurs reprises. Elle nomme maladroitement « agronomes » les arpenteurs. Elle confond *ager divisus et adsignatus* et *ager occupatorius*³. Si un auteur comme Siculus Flaccus – dont on pense de plus en plus qu'il daterait du IV^e siècle après J.-C. – consacre encore à cette époque un exposé aussi développé à l'*ager occupatorius* italien, c'est parce que se produisent alors des changements majeurs : en matière fiscale l'Italie rejoint le sort commun des provinces ; il faut donc définir comment se fera la perception du *tributum*, le référencement par la centuriation n'existant que dans une partie seulement des régions. Et cela vient du fait

que les terres occupatoires, qui sont dans l'*ager publicus*, n'ont pas de *forma* et pas de garantie publique, à la différence des terres de l'*ager divisus et adsignatus*.

L'auteur fait pérégriner vers le juridique ce qui est cadastral. Je résume ma pensée : il n'y a pas à opposer *vectigal* et *census* ; ce ne sont pas des contraires mais des réalités fiscales variées. Il existe, en revanche, dans la façon de recenser les terres, des différences qui donnent lieu à trois principaux systèmes d'arpentage cadastral : la division par la centuriation, avec une ossature matérielle de *limites* ; l'arpentage par un réseau de *limites* fictifs avec bornage et jalonnement au sol des unités ainsi obtenues (*quadrae* ; *scamna* et *strigae*) ; le recensement par la localisation de la terre dans une hiérarchie d'unités (cité, *pagus*, *fundus*) et par la désignation des confrons ou voisins. Mais rapporter ces différences à des situations juridiques précises et déterminées est une erreur morpho-fonctionnelle.

À partir de l'époque tardo-antique, c'est le troisième et dernier mode qui s'impose, les deux autres tombant progressivement en désuétude. Dès lors, là où on recense, on le fait selon un mode unique, que les terres soient celles de l'empereur, des cités ou des temples ou bien encore que ce soient des terres de droit privé. Ce qui se passe alors vient compliquer ce schéma. En effet, alors que la dualité entre « terres publiques » et

3. Voir sa note 17 page 25 : on n'installe pas les vétérans sur « l'*ager occupatorius* des agronomes » (*sic*) mais, au contraire, sur l'*ager divisus et adsignatus* des arpenteurs !

« terres ordinaires » est nettement réaffirmée, la méthode cadastrale et fiscale est homogénéisée (l'auteur en est consciente en ce qui concerne le fiscal puisqu'elle utilise ce mot page 34). Autrement dit, Élisabeth Magnou-Nortier semblant établir un rapport d'homologie entre statuts juridiques et formes sociales et géographiques (la forme des terres publiques devant être différente de celle des terres ordinaires), elle aurait dû relever l'uniformisation cadastrale et fiscale au IV^e siècle tandis que se maintenaient les deux régimes juridiques. C'est, précisément, un changement, donc, une entorse à la continuité.

CONSÉQUENCES DES CHANGEMENTS : PERTE DE LA GARANTIE PUBLIQUE

La continuité étant, d'après l'auteur, l'axe du livre, seuls les mots changent, la structure restant la même. Ainsi, à l'autre terme de la période qu'elle envisage, alleu et fief prennent place, eux aussi, dans une espèce de théorie de la fixité puisqu'on croit comprendre que l'alleu est la version privée (en tant que bien héréditaire) du bien fiscal, et le fief, sa version publique. La structure invariable est conservée.

Le principe de *possessio* du fisc, s'il existait, serait contredit par la question de la garantie publique. Rappelons les faits antiques. L'*ager divisus et adsignatus* dispose d'un plan cadastral et d'archives correspondantes (*forma, tabulae*). L'existence de cet arpentage, qui repose sur une division des terres (le mot clé est, en effet, *divisus*), fait que l'on peut parler de garantie publique des confins. Voilà pour-quoi, sur ce genre de terres, le juge saisi d'un conflit recourt à l'arpenteur car lui seul saura

dire si les bornes visibles sur le terrain sont conformes au plan cadastral, au système des *limites* et au principe de la mesure (*modus*). Il y a donc une formalisation juridique de l'assignation sous la forme : nom du colon bénéficiaire + surface concédée + localisation cadastrale dans la centurie.

Tout au contraire, dans l'*ager occupatorius* ou, encore, *arcifinius*, les terres sont recensées par *villa* et *ager* (*vocabula villarum agrorumque*), c'est-à-dire soit au moyen de cotes fiscales (ce que j'ai montré récemment dans le cas des Tables alimentaires [Chouquer 2013]) soit au moyen de circonscriptions, ressorts ou unités cadastrales, et selon une forme d'emboîtement bien connue grâce à la formule du cens qu'a proposée Ulpien : dans la cité de X, dans le *pagus* Y et dans le *fundus* Z, la terre en question dont les confronts ou voisins sont, d'un côté, A, de l'autre, B, etc. Pour ces terres, même s'il y a un cadastre des biens fonciers (inventaire), il n'y a pas de garantie publique des limites et des bornes par un plan cadastral : aucune autorité n'a fait faire de plan, et l'occupation est une simple tolérance. Même pour un citoyen romain, la situation est celle de l'informalité puisqu'il n'y a pas de titre, donc pas de cadastre juridique. En cas de litige, le juge procédera selon le droit ordinaire, l'arpenteur étant convoqué comme expert pour dire, par exemple, si la borne est bien à son emplacement d'origine ou si elle a été déplacée, si tel arbre fait ou non limite, s'il est étranger ou non à la région, etc. Mais, dans ces mêmes terres occupatoires, l'administration fait établir, selon les procédés coutumiers de description qui sont ceux de la *forma censualis*, des

listes fiscales par tête (« impôt personnel ») et par bien (« impôt réel »). C'est le titulaire du *fundus* ou le *magister* ou *praepositus* du *pagus* qui recueille les déclarations et gère, au niveau foncier, les listes de l'impôt.

Or, c'est ce dernier mode qui s'est diffusé à l'époque tardo-antique, et non l'inverse : recul du cadastre juridique et réaffirmation du cadastre fiscal. Ce qui contredit le principe d'une propriété qui émanerait du fisc. Ce qui réduit la tentation de faire du fisc la source du juridique et signifie quelque chose en matière de perte du niveau public.

Il me paraît donc difficile d'opposer les terres patrimoniales ou publiques aux terres ordinaires du haut Moyen Âge en se référant à cette opposition dans l'Antiquité, justement parce qu'il y a eu une perte de sens dans la catégorisation des terres formalisées par l'assignation : collectives ou individuelles. On ne peut faire le lien entre elles en enjambant l'époque tardo-antique. On ne retrouvera plus l'équivalent médiéval des *formae* d'assignation, les polyptyques n'étant pas des cadastres juridiques mais des documents de gestion censitaire sur une base cadastrale ordinaire : la *finis* par *villa* et par manse.

La réforme de Dioclétien est double.

Sur le plan fiscal (et vue depuis le sommet), elle simplifie la répartition en créant des unités fiscales (*iuga*, *capita*, *iugocapita*) qui servent de référence pour l'imposition des charges et facilitent la gestion centrale. Ce qui impose d'associer des contribuables pour constituer des unités fiscales quand leur fortune ne permet pas d'atteindre le seuil d'un *iugum* ou d'un *caput* ou de diviser la puissance fiscale des contribuables quand

leurs biens correspondent à plusieurs *iuga* ou *capita*.

Sur le plan local, l'Antiquité tardive radicalise un principe de solidarisation forcée : se faire recenser dans un lieu et, en cas de mutation, obtenir préalablement l'accord du responsable administratif du lieu pour ne pas perdre le souvenir de celui qui est redevable des charges et inscrire le nouveau possesseur dans les registres. Mais ce principe reçoit des applications extrêmement variées et sert à régler diverses situations : inscription de l'*origo* des colons ; inscription des terres désertes ; fonctionnement du *consortium* ou *capitulum* ; système de la *tercio* et de l'*hospitalitas* ; *paraphylaké* en Orient ; *conlatio glebae* ; *convicani* des *metrocomiae* de Syrie. Selon ce principe de solidarisation forcée et de résidence (adscription), il convient de délimiter les territoires pour que le contribuable de telle *villa* ne puisse échapper à l'impôt en prétendant dépendre d'une autre *villa*. Or, ce mode passe par toute une série de techniques dont Élisabeth Magnou-Nortier n'a visiblement pas connaissance : « liaison des *fundi* par les notes du droit » ; actes de technique cadastrale tels que la *separatio fundorum* (séparation des *fundi*) et la *segregatio locorum* (différenciation des lieux), *limitibus terram continere* (embrasser la terre au moyen de *limites*) ou *fundorum fines constituere* (établir les limites des *fundi*) [Chouquer 2014].

DOMANIALITÉ ET PLURALITÉ DES MAÎTRISES FONCIÈRES

Je propose donc de différencier la construction de l'outil fiscal à partir du règne de Dioclétien des transformations du *dominium*.

Ce ne sont pas une seule et même chose. Par exemple, dans sa pyramide de la gestion des possessions du fisc tardo-antique, Élisabeth Magnou-Nortier note bien la présence de l'étage des fermiers du fisc, mais on ne peut pas, pour autant et sans démonstration, dire que ces fermiers ont une *possessio* servante vis-à-vis du Trésor et dominante vis-à-vis des contribuables ou colons. Son terrain est donc une espèce de droit fiscal (elle dit « droit du fisc » page 28) et non la seule fiscalité ou la seule appropriation car, pour elle, on est en présence d'un système de gestion fiscale par possessions emboîtées. Un affermage est un contrat de *locatio-conductio* d'un revenu public qui n'implique pas que le fermier devienne seigneur ! Ce serait l'assimiler à la saisine médiévale. Si, par ailleurs, l'auteure pense qu'on est déjà dans une société médiévale seigneuriale, encore faut-il le démontrer.

Il y a donc un autre nœud à défaire dans l'assimilation du juridique et du fiscal qui est l'option épistémologique de ce livre : la question de la pluralité des statuts et de leur superposition. Élisabeth Magnou-Nortier a raison d'insister sur la pluralité des formes de la tenure, ce que les juristes appellent « propriétés superposées » ou, encore, « simultanées ». C'est une réalité que les Anglais voient mieux que les Français du fait de leur régime juridique, que les anthropologues et les juristes voient mieux que les historiens du fait de leurs catégories d'étude, qu'un historien du Moyen Âge voit mieux qu'un antiquisant du fait de ses représentations, différentes de celles du romaniste attaché à la propriété exclusive.

Mais là où il aurait fallu décrire la nature nouvelle de ce *dominium*, l'auteure élabore

une « *possessio* du fisc », principalement sur la base d'un texte de Cassiodore (VI^e siècle) qu'elle tire un peu trop dans ce sens. Un passage en particulier⁴ mérite d'être regardé de très près en raison de l'importance spécifique qu'elle lui accorde dans la mise en œuvre du principe de « possession du fisc ». Elle traduit ainsi (p. 53) :

Effectivement, au temps d'Auguste, le monde romain fut partagé en terres appropriées et soumis à la description du cens afin que personne ne tienne pour entachée de doute la *possessio* qu'il avait reçue pour acquitter le montant de son impôt.

Je propose de traduire comme suit :

En effet, au temps d'Auguste, le monde romain a vu ses terres divisées et décrites par le cens [recensées] afin que nul n'ait d'incertitude sur sa *possessio* et que chacun reconnaisse la quantité pour le paiement des tributs.

Le terme difficile à traduire est bien « *susceperat* ». En traduisant par « qu'il avait reçue », Élisabeth Magnou-Nortier laisse entendre que la terre aurait été distribuée par le fisc et que c'est du lien fiscal que viendrait le lien social. Mais « *suscepere* » peut également signifier « reconnaître, assumer, prendre en charge, supporter, admettre ». Ce qu'on peut lire ainsi : « Et dont on [chacun] reconnaissait la quantité pour le paiement des tributs ». Au

4. *Augusti si quidem temporibus, orbis Romanus agris divisus censuque descriptus est, ut possessio sua nulli habentur incerta, quam pro tributorum suscepere quantitate solvenda* (Cassiodore, *Variae* III, 52 ; vers 507-511).

lieu d'une lecture active (le fisc distribuant les terres : ce qui est impensable, surtout dans l'*ager occupatorius* où, précisément, on laisse les citoyens libres de s'emparer des terres sans la moindre garantie de l'État) : une lecture passive, donc (le contribuable devant reconnaître ou assumer les impôts correspondant à la quantité enregistrée à son nom dans la *forma censualis*). Je rappelle que la *forma censualis* repose sur la déclaration du contribuable (*professio*) et non sur l'assignation, par le fisc, d'une surface et d'un impôt correspondant.

Quant au terme « *possessio* », il s'explique par le fait que les Romains considèrent les terres provinciales comme un vaste *ager publicus* où aucun citoyen ne peut être propriétaire exclusif mais simplement réputé possesseur (Gaius, *Institutes* II, 7 : « Parce que, dans ce sol [provincial], c'est le peuple romain ou l'empereur qui a le *dominium* et que nous sommes censés n'y avoir que la possession ou l'usufruit. ») La *possessio* dont il est question chez Cassiodore est la même que celle dont parle Gaius, et il ne viendrait à l'idée de personne de qualifier cette dernière de *possessio* « du fisc ». C'est une interprétation inutile et qui risque d'égarer en ce qu'elle laisse croire que c'est le rapport au fisc qui serait créateur de *possessio* alors que c'est la définition domaniale de la terre provinciale comme *ager publicus* du fait de la conquête qui est responsable du régime fiscal double : tributaire (ou stipendiaire), d'un côté ; vectigalien, de l'autre.

Il n'y a donc pas de raison de faire de ce texte la source d'un concept de « possession

du fisc ». Il dit simplement que la terre provinciale a été recensée et placée sous le régime de la possession, et que, de ce fait, chacun doit s'acquitter de tributs.

UNE LECTURE FISCALE DIFFÉRENTE DE CELLE DE JEAN DURLIAT

La lecture fiscaliste d'Élisabeth Magnou-Nortier rompt avec celle qu'avait proposée Jean Durliat dans son ouvrage de synthèse sur les finances publiques [1990]. Ce dernier ne voyait que des contribuables, des collecteurs d'impôt, des fermiers et des agents publics là où la tradition voyait des titulaires de grands domaines et leurs colons, libres ou serviles. À l'époque, l'interrogation portait sur la nature du *fundus* et sur le sens à donner à ce que les textes nomment *fundus*, *praedium*, *casa*, *massa*, *villa*, etc., et, évidemment, *possessio*. Mais, sans doute parce que sa documentation de départ est presque exclusivement juridique et non cadastrale, Élisabeth Magnou-Nortier perçoit, elle, sommairement ce qu'est un *fundus* ou un *praedium* et se contente d'en faire un domaine (sur ce point, elle semble donc revenir à une lecture classique, domaniale) qu'elle oriente différemment, vers le haut lorsqu'il est servant, vers le bas lorsqu'il est dominant.

Autrement dit : entre la thèse domaniale courante, qui sous-tend une perte de niveau public, et la thèse fiscale de Jean Durliat, qui restitue toute sa force au niveau public et voit dans la documentation uniquement le reflet du fonctionnement de l'impôt, voici une position sensiblement nouvelle. Élisabeth Magnou-Nortier imagine un système fiscal articulé sur

le système juridique de la possession hiérarchique du sol, avec des domaines servants et des domaines dominants, des domaines ordinaires et des domaines publics, et ce dans un contexte public fortement réaffirmé. On a donc davantage affaire à un fiscalisme juridique qui inclut une explication fiscale de la superposition des propriétés qu'à une compréhension de la fiscalité proprement dite et de ses ressorts.

Voilà pourquoi l'auteure n'a pas donné de contenu matériel et géographique à la *possessio* en tant que ressort fiscal. Elle l'a confondue, au sens de « fusionnée », dans une vision individuelle où chacun devient possesseur. Mais quels noms donner à ces différents échelons, à ces réalités sociales et sociofoncières ? Dès qu'elle en parle, elle rejoint le seul registre de la gestion de l'impôt. Elle écrit (p. 143) :

Tout propriétaire « privé » est transformé par son impôt en acteur « public », dominé qu'il est par la possession « dominante » du fisc.

De fait, par la nature même de ses commentaires, elle nous invite à voir, dans la hiérarchie de la gestion du fisc, la hiérarchie sociale elle-même, et à faire, de l'étagement de cette hiérarchie technique, l'étagement social lui-même. C'est-à-dire que le fisc (l'État ou le Trésor) aurait une possession dominante globale sur les êtres et les biens, et cette *possessio* se traduirait par une cascade de situations étagées : une vision renforcée par l'idée de cadastre général dont l'historienne pense qu'il existe depuis toujours.

À plusieurs reprises, elle annonce qu'il faudra bien se demander ce qu'est, au fond,

un *fundus* mais, comme elle ne décrit pas les modalités de fonctionnement du cadastre, elle habille le *fundus* de la seule fonctionnalité dominant/servant : autrement dit, elle le lit à travers le prisme du droit et non en recourant aux procédures du cadastre et de la fiscalité.

Conclusion

Le contenu du livre d'Élisabeth Magnou-Nortier ne correspond donc pas à ce que son titre laissait augurer en ce qu'elle a laissé de côté la documentation gromatique et la technique fiscale. C'est un ouvrage qui porte sur ce qu'elle pense être le rôle organisateur de la fiscalité dans la conception antique et alto-médiévale des rapports sociaux et sur la *possessio* du fisc comme agent de continuité durant presque un millénaire. Elle aurait gagné à distinguer l'arpentage et les procédés cadastraux de la fiscalité et à distinguer les formes juridiques de l'appropriation. Mais elle ignore complètement le premier et fusionne les deux autres, traitant la fiscalité uniquement à travers les textes juridiques. Or, ce qu'elle nomme *possessio* du fisc ne peut être présenté comme une espèce de système fiscal pérenne sur un millénaire, qui, parce qu'il serait la cause profonde de tout, aurait provoqué tel ou tel type de relations juridiques et sociales.

On est en présence d'autre chose, dont je crédite bien volontiers l'auteure d'avoir eu l'intuition mais qu'elle n'a pas étudié : le passage (= changement) à un système social fondé sur une domanialité fonciaire, dont les aspects sont le regroupement forcé des hommes, leur astreinte à la circonscription

d'origine, la solidarisation des *fundi* pour les besoins de la fiscalité, le rattachement des *fundi* désertés aux *fundi* productifs, l'uniformisation de certains statuts juridiques, les techniques de péréquation fiscale, la gestion en commun des espaces irrigués, etc. Les termes et expressions utilisés sont très variés et bien connus des spécialistes (hélas absents de son index raisonné) : *congregatio hominum*, *conlatio glebae*, *adscriptio glebae*, *adscriptio praediorum*, *adiectio sterilium*, *contributio fundorum*, *protostasia*, *confusio fundorum*, *obligatio fundorum* ou *praediorum*, *communio praediorum*, *paraphylaké* et *koinonia*. Qu'on me pardonne cette liste absconse, mais les techniques existent bel et bien pour parler de la fiscalité et de la possession dans l'Antiquité tardive.

Or, ce que l'auteure ne saisit pas, c'est le passage d'une domanialité « à *ager publicus* » à cette forme de domanialité fonciaire ou à dominante fonciaire, dans laquelle la circonscription (*fundus*, *casa*, *praedium*, *metromicia*, *massa*) est largement promue pour assurer le niveau de base de la gestion administrative, judiciaire et fiscale tandis que s'estompent les catégories hétérogènes des espaces romains coloniaux. Ce qu'elle ne saisit pas non plus, c'est le changement du mode de perception – question qui n'est pas seulement technique – puisqu'on passe de l'affermage et de la *locatio-conductio* à autre chose, à cette domanialité qui met en jeu le *dominus* et le *patronus*, qui déstabilise ou concurrence les curies municipales, qui territorialise le recensement et implique d'autres types de rapports sociaux.

Bibliographie

Carrié, Jean-Michel — 1994, « Dioclétien et la fiscalité », *Antiquité tardive* 2 : 33-64.

Charles-Picard, Gilbert et Jean Rougé — 1969, *Textes et documents relatifs à la vie économique et sociale dans l'Empire romain (31 avant J.-C. - 225 après J.-C.)*. Paris, Éditions SEDES.

Chouquer, Gérard — 2010, *La Terre dans le monde romain. Anthropologie, droit, géographie*. Paris, Errance. — 2013, « La liaison cadastrale et fiscale des domaines d'après les tables alimentaires et les textes gromatiques aux I^{er}-II^e siècles », *Histoire et Sociétés rurales* 40 : 17-42. — 2014, *Cadastres et fiscalité dans l'Antiquité tardive*. Tours, Presses universitaires François Rabelais.

Déléage, André — 1945, *La capitation du Bas-Empire*. Mâcon, Imprimerie Protat Frères.

Del Lungo, Stefano — 2004, *La pratica agrimensoria nella tarda Antichità e nell'Alto Medioevo*. Spoleto, Centro italiano di studi sull'Alto Medioevo, « Testi, Studi, Strumenti 17 ».

Durliat, Jean — 1990, *Les finances publiques, de Dioclétien aux Carolingiens (284-888)*. Sigmaringen, Thorbecke.

Fustel de Coulanges, Numa Denis — 1922, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'alleu et le domaine rural pendant l'époque mérovingienne*. Paris, Hachette, 3^e édition.

Perrin, Charles-Edmond — 1966, *Seigneurie rurale en France et en Allemagne, du début du IX^e à la fin du XII^e siècle. I : Les antécédents du régime domanial : la villa de l'époque carolingienne*. Cours de Sorbonne, Paris, CDU.